

**RAPPORT N° 290** *16 novembre 2011*  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**relatif au postulat 2062.09 Christine Bulliard/**  
**Josef Fasel à propos de l'intégration de compé-**  
**tences de la vie quotidienne – économie familiale**  
**en tant que matière obligatoire**

Nous vous transmettons ci-après le rapport relatif au postulat des députés Christine Bulliard et Josef Fasel demandant que le domaine «Compétences de la vie quotidienne – Economie familiale» trouve place en tant que branche obligatoire à tous les degrés de la scolarité obligatoire. Le présent rapport expose les développements et les travaux en lien avec les plans d'études permettant la réalisation des demandes des postulants aux niveaux national, linguistique régional et cantonal.

Le rapport comporte les chapitres suivants:

<b>1. Postulat Bulliard/Fasel</b>	<b>1</b>
1.1 <i>Résumé du postulat 2062.09</i>	1
1.2 <i>Réponse du Conseil d'Etat</i>	1
<b>2. L'histoire de la formation en économie familiale</b>	<b>1</b>
<b>3. L'enseignement de l'économie familiale aujourd'hui</b>	<b>2</b>
3.1 <i>Modèle pour la formation en économie familiale à l'école publique</i>	2
3.2 <i>Principes pédagogiques et didactiques de l'enseignement d'économie familiale d'aujourd'hui</i>	2
<b>4. Les deux nouveaux plans d'études</b>	<b>3</b>
4.1 <i>Le nouveau plan d'études romand (PER)</i>	3
4.1.1 <i>Le poids accordé à l'enseignement de l'économie familiale</i>	4
4.1.2 <i>L'introduction du PER dans la partie francophone du canton</i>	4
4.2 <i>Le nouveau plan d'études alémanique (Lehrplan 21)</i>	5
4.2.1 <i>Le poids accordé à l'enseignement de l'économie familiale</i>	5
4.2.2 <i>L'introduction du «Lehrplan 21» dans la partie alémanique du canton</i>	6
<b>5. Remarques finales</b>	<b>6</b>

## **1. POSTULAT BULLIARD/FASEL**

### **1.1 Résumé du postulat 2062.09**

Par postulat déposé le 8 octobre 2009 (BGC p.1822), les députés Christine Bulliard et Josef Fasel ont déposé la requête que le domaine «Compétences de la vie quotidienne – Economie familiale» soit enseigné en tant que branche obligatoire à tous les degrés. De plus, ils ont demandé au Conseil d'Etat des renseignements sur la manière dont pourrait être mise en œuvre leur requête et jusqu'à quel point elle était prise en compte dans les deux nouveaux plans d'études, le PER pour la Suisse romande et le «Lehrplan 21» pour la Suisse alémanique.

Les députés Christine Bulliard et Josef Fasel font part de leur préoccupation de voir disparaître le domaine des compétences de la vie quotidienne, respectivement de

l'économie familiale, des nouveaux plans d'études pour la scolarité obligatoire. Ils se disent convaincus du fait que la formation en économie familiale et la construction de compétences de la vie quotidienne devraient avoir lieu de manière précoce, systématique et conséquente à l'école obligatoire. A leurs yeux, c'est seulement ainsi que les élèves pourraient développer des compétences importantes dans la gestion de défis de la vie quotidienne tels que, par exemple, une alimentation saine et des habitudes de consommation favorables à l'environnement ainsi qu'une pensée et une action durables.

## **1.2 Réponse du Conseil d'Etat**

Dans sa réponse de mars 2010, le Conseil d'Etat présentait la situation dans le canton de Fribourg en rappelant les contenus des plans d'études pour la scolarité obligatoire ainsi que la dotation de la branche «économie familiale» dans la grille horaire. Le Conseil d'Etat faisait observer que, dans les écoles francophones, les compétences de la vie quotidienne en économie familiale continueraient à être intégrées à l'enseignement à l'avenir sur la base du nouveau plan d'études romand (PER). En ce qui concernait les écoles germanophones, le Conseil d'Etat renvoyait au nouveau plan d'études de Suisse alémanique (Lehrplan 21), en cours d'élaboration et dont l'introduction dans les cantons était prévue 2014/15. Dans un premier bilan, le Conseil d'Etat retenait que, au contraire d'autres cantons, la branche «économie familiale» était intégrée depuis longtemps dans l'offre de branches et qu'il en demeurerait ainsi à l'avenir.

## **2. L'HISTOIRE DE LA FORMATION EN ÉCONOMIE FAMILIALE**

L'histoire de la formation en économie familiale est un exemple intéressant du rôle éducatif dévolu à l'école. Considérée longtemps comme une branche typiquement féminine, cette branche a été souvent remise en question dans le cadre d'une école ayant des visées de formation générale.

Jusqu'au début du vingtième siècle, les connaissances relatives à l'économie familiale étaient enseignées exclusivement dans le cadre familial, transmises de mères en filles. Avec la promotion de la formation professionnelle pour les garçons, la question de la formation professionnelle féminine devint aussi progressivement un thème. La formation en économie familiale fit aussi son entrée à l'école dans les classes de filles au début du vingtième siècle, avec l'argument que l'éducation en économie familiale n'avait plus lieu dans le cadre familial, et que, par conséquent, elle devait être reprise par l'école – comme formation générale pour les filles.

En 1903, les associations féminines de Suisse s'adressèrent à tous les gouvernements cantonaux en leur demandant d'introduire l'enseignement de l'économie familiale à l'école publique et de le rendre obligatoire. Le canton de Fribourg, avec quelques autres, a donné suite à cette requête.

Les situations de pénurie et les crises économiques dans la période des deux guerres mondiales conduisirent à une acceptation plus large de l'économie familiale. Son enseignement obligatoire fut introduit dans presque tous les cantons dès 1930. Toutefois, une différenciation du plan d'études en fonction des sexes fut entreprise. Les

filles étaient dispensées de certaines branches, telles par exemple les mathématiques, la géométrie, les sciences naturelles, la physique et l'éducation physique, mais recevaient un enseignement d'approche de l'alimentation et de la santé ou, selon les cantons, fréquentaient déjà les cours d'une branche propre appelée «école ménagère/économie familiale».

La formation en économie familiale étant liée à l'évolution de la société, en particulier à celle du rôle de la femme dans la société, la discussion sur l'économie familiale reprit dès les années soixante avec la revendication d'un enseignement dispensé aux garçons et aux filles en commun, dans des classes mixtes.

La Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique (CDIP) publia en 1972 les «Principes de base de la formation des filles» et y demandait à tous les cantons d'éviter toute discrimination à l'égard des filles au cours du processus de formation. En 1981 paraissait sous le titre «Principes de base et recommandations pour des chances de formation égales pour garçons et filles» un rapport complémentaire de la CDIP. L'enseignement obligatoire de l'économie familiale pour les garçons et les filles fut par la suite introduit dans de nombreux cantons. L'introduction obligatoire et l'ouverture aux garçons eut des conséquences quant au contenu de la branche. Il en résulta un détachement de la formation des filles, c'est-à-dire de la seule préparation au rôle de femme au foyer. Dans les plans d'études cantonaux, des thèmes traditionnels comme l'alimentation, l'habillement, le logement, la santé continuent à être traités, mais ils sont désormais complétés par de nouveaux contenus d'ordre social, culturel, économique, écologique, technologique ou liés au domaine de l'aménagement.

### **3. L'ENSEIGNEMENT DE L'ÉCONOMIE FAMILIALE AUJOURD'HUI**

#### **3.1 Modèle pour la formation en économie familiale à l'école publique**

Un modèle propre pour l'enseignement de l'économie familiale à l'école publique a été élaboré sur la base du modèle professionnel proposé par l'association faîtière des enseignant-e-s suisses de 1992. De nombreuses enseignantes d'économie familiale et de responsables de formation ont collaboré activement à l'élaboration de ce modèle «Economie familiale», ce qui a permis de conduire une vaste discussion sur une formation en économie familiale adaptée à son temps et orientée vers le futur.

Le «modèle pour la formation en économie familiale à l'école publique» a été publié en 1993. Douze thèses sont formulées dans ce document consistant en trois parties. La première partie concerne la valeur que la société confère au travail dans le ménage. La troisième partie place au centre le travail des enseignant-e-s d'économie familiale. Quant à la deuxième partie, la plus importante, elle permet de thématiser le domaine d'apprentissage «Ménage à l'école». On comprend sous ce titre aussi bien la branche particulière «économie familiale» que l'intégration d'objectifs, de contenus et de compétences d'économie familiale développés dans d'autres branches et degrés. Cette approche interdisciplinaire orientée sur les compétences a constitué à de nombreux endroits la

base de nouveaux plans d'études, respectivement du réaménagement de plans d'études existant.

#### **3.2 Principes pédagogiques et didactiques de l'enseignement d'économie familiale d'aujourd'hui**

Le but général d'un enseignement moderne de l'économie familiale consiste en le fait de construire diverses compétences auprès des élèves afin qu'ils puissent aménager de la manière la plus indépendante possible leur vie quotidienne privée. En vue de la construction de ces compétences, l'enseignement est orienté sur les principes suivants:

##### *Relation à la vie quotidienne et à l'actualité*

Les élèves s'occupent de situations et questions concrètes et actuelles de la vie quotidienne. L'aménagement privé de la vie quotidienne est largement marqué par des valeurs. C'est pourquoi des questions éthiques sont également abordées durant les cours d'économie familiale. De la sorte, les élèves sont incités à évaluer et le cas échéant à modifier leurs propres opinions et conceptions. Ils jugent ainsi les connaissances déjà acquises et l'attitude dont ils ont fait preuve jusque là, par exemple sur le thème des habitudes de consommation. Cette façon de débattre soutient les élèves dans leur cheminement vers une manière de vivre responsable tant à leur propre égard qu'à celui des autres.

##### *Apprentissage thématique – Apprentissage en réseau*

Une caractéristique importante des situations de la vie quotidienne est leur complexité. Une politique d'achat responsable et consciente de l'être, par exemple, met en relation des besoins personnels et des possibilités financières ainsi que des aspects écologiques et sociaux liés à la production et à l'élimination d'un produit. Le travail thématique pendant les cours permet de bien rendre compte de cette complexité. Un apprentissage orienté vers un projet sur plusieurs leçons y est particulièrement bien adapté parce que, de cette manière, un thème déterminé peut être analysé selon diverses perspectives, un savoir peut être lié à une action concrète. La pensée sert ainsi dans une large part de compétence de base au service de la maîtrise de la vie quotidienne.

##### *Apprentissage pratique*

Des capacités et compétences pratiques sont exercées et développées lors de la préparation des repas au cours d'économie familiale: lire et comprendre une recette, puis la réaliser en étant actif. Le travail concret en cuisine fournit un retour d'information immédiat sur la manière dont un contenu a été compris. La manière dont des thèmes issus d'autres branches sont maîtrisés apparaît aussi distinctement, par exemple les unités de mesures lors du pesage des ingrédients, la transposition de recettes pour quatre personnes à prévoir pour trois, le changement des aliments pendant le processus de cuisson. Lors de l'apprentissage par l'action, le savoir est utilisé dans la pratique concrète, respectivement l'action concrète est conçue du point de vue des idées. Lors de la préparation d'un repas en commun, les élèves apprennent le travail constructif de collaboration, la manière de planifier une tâche, de gérer des conflits, de s'engager dans quelque chose de nouveau, d'inhabituel, etc. D'importants aspects des compétences personnelles et sociales sont ainsi sollicités et encouragés.

### *Aménagement de la vie de tous les jours*

Si auparavant des thèmes tels que l'alimentation, l'habillement, l'habitat étaient au centre de l'attention et de la sorte la gestion d'un ménage, l'enseignement de l'économie familiale est aujourd'hui aménagé différemment du point de vue du contenu. Il y est question de problématiques multiples en lien avec la société, la santé, le travail manuel, la culture, l'écologie et l'économie qui touchent l'aménagement de la vie privée au quotidien et sont transposées en actions concrètes.

## 4. LES DEUX NOUVEAUX PLANS D'ÉTUDES

### 4.1 Le nouveau plan d'études romand (PER)

Le plan d'études romand (PER) s'inscrit dans le contexte de la Constitution fédérale (art. 62 al. 4) adopté par le peuple le 21 mai 2006. Couvrant l'ensemble de la scolarité obligatoire, le PER répond à la volonté d'harmonisation de l'école publique en déclinant les objectifs de l'enseignement dans une perspective globale et cohérente et en définissant en particulier les attentes fondamentales de fin de cycle. Pour rappel, le cycle 1 commence à l'école infantine et se termine à la fin de la 2P, le cycle 2, de 3P à 6P, et le cycle 3, de la 1<sup>re</sup> du CO à la fin de la 3<sup>e</sup> année.

Le PER s'inscrit également dans le cadre de l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (accord HarmoS): acquisition et développement de connaissances et de compétences fondamentales, définition des domaines d'enseignement, développement de la personnalité autonome des élèves et acquisition de compétences sociales.

Le PER constitue en outre un élément déterminant de l'Espace romand de la formation que la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) a instauré par la Convention scolaire romande. Il concrétise les finalités et objectifs de l'école publique et traduit ainsi la volonté d'harmoniser le système éducatif et de coordonner les politiques de formation des cantons romands.

Enjeux majeurs de ce début du vingt-et-unième siècle, les problématiques liées au développement durable impliquent d'appréhender de manière systémique la complexité du monde dans ses dimensions sociales, économiques, environnementales, scientifiques, éthiques et civiques. L'Éducation en vue du développement durable (EDD) teinte l'ensemble du projet de formation et contribue à la formation de l'esprit critique en développant la compétence à penser et à comprendre la diversité. L'EDD incite et favorise les approches interdisciplinaires. Elle ne doit toutefois pas être vue comme finalité de tout apport scolaire. Si certaines connaissances et éléments culturels peuvent effectivement être réinvestis dans des analyses en vue du développement durable, ils trouvent leur bien-fondé dans l'histoire scolaire et dans les exigences sociales et professionnelles.

Le PER décrit les tâches d'instruction et d'éducation que l'école publique doit assurer en les déclinant dans le cadre des domaines et disciplines communs à l'ensemble des cantons de Suisse romande. Le PER est organisé selon trois entrées: les cinq domaines disciplinaires, les Capacités transversales et la Formation générale.

Les cinq domaines disciplinaires recouvrent l'ensemble des disciplines scolaires. Ils correspondent aux choix

les plus fréquemment effectués dans les plans d'études récents et sont conformes aux domaines d'enseignement tels qu'ils sont décrits dans l'accord intercantonal HarmoS.

- **Le domaine des Langues** vise au développement d'un apprentissage intégré des langues comprenant le *français* comme langue de scolarisation (L1), l'*allemand* (L2) et l'*anglais* (L3) comme langues étrangères.
- **Le domaine des Mathématiques et Sciences de la nature** associe des disciplines qui visent à acquérir des méthodes de pensée et d'action ainsi qu'un ensemble de notions et d'outils permettant de modéliser des situations et de résoudre divers problèmes.
- **Le domaine des Arts** comprend les *Activités créatrices et manuelles*, les *Arts visuels et la Musique*. Il permet aux élèves d'explorer les langages visuels, plastiques et sonores en développant les capacités créatrices tant manuelles que visuelles ainsi que les bases en musique.
- **Le domaine Corps et mouvement** associe l'*Éducation physique* (comprenant l'expression corporelle) et l'*Éducation nutritionnelle*. Il développe les capacités physiques par le mouvement et par les pratiques sportives ainsi que les connaissances théoriques et pratiques relatives à l'alimentation. Il intègre aussi la prévention des risques et la préservation de la santé.

Trois disciplines spécifiques à certains cantons ont été prises en charge lors de la rédaction du PER, permettant ainsi de les inscrire dans une déclinaison similaire aux autres disciplines. Le canton de Fribourg maintient l'enseignement des disciplines suivantes à la grille horaire.

- **La discipline Latin**, au cycle 3, reprend les finalités du domaine Langues, décline les apprentissages de langue attendus, tisse des liens avec les autres langues, et décrit les apprentissages relatifs aux sources de la pensée occidentale et de la civilisation antique.
- **La discipline Éthique et cultures religieuses** vise à faire découvrir les cultures et les traditions religieuses, à permettre à l'élève de se situer dans un contexte interculturel et interreligieux et à développer une responsabilité éthique.
- **La discipline Économie familiale**, au cycle 3, prend en compte l'éducation nutritionnelle (présente dans Corps et mouvement) et ce qui concerne l'éducation à une consommation responsable.

Les *Capacités transversales* permettent à l'élève d'améliorer sa connaissance de lui-même et concourent à optimiser et à réguler ses apprentissages. Le PER en décrit cinq: la collaboration, la communication, les stratégies d'apprentissage, la pensée créatrice et la démarche réflexive.

La *Formation générale* clarifie les apports qui ne relèvent pas uniquement des disciplines scolaires et qui font partie du projet de formation de l'élève. Elle se structure en cinq thématiques déclinant différents aspects d'éducation et de transmission de valeurs: MITIC (Médias, Images, Technologies de l'Information et de la Communication), santé et bien-être, choix et projets personnels, vivre ensemble et exercice de la démocratie ainsi que les interdépendances sociales, économiques et environnementales.

#### 4.1.1 Le poids accordé à l'enseignement de l'économie familiale

Dès le début du cycle 1 et jusqu'à la fin du cycle 3, les élèves sont sensibilisés aux questions relatives à l'éducation nutritionnelle, aux problèmes liés à l'environnement et au développement durable. Comme mentionné ci-dessus, le domaine *Corps et mouvement* développe les connaissances et les savoir-faire conduisant à une alimentation saine et équilibrée. Il souligne aussi les attitudes permettant de limiter les comportements à risques, de prévenir les accidents et de prendre conscience des dérives dans le domaine de l'alimentation. L'éducation nutritionnelle apporte à l'élève les connaissances alimentaires théoriques et pratiques nécessaires à la préservation de la santé. Elle vise à développer la coopération et la convivialité, la stimulation des sens et la découverte d'autres saveurs ainsi que la prise de conscience de diverses cultures alimentaires. Elle contribue à faire de l'élève un consommateur autonome et critique en le sensibilisant notamment à l'importance du tri des déchets et à une gestion raisonnée des ressources naturelles.

Ces questions sont abordées à travers les différentes disciplines enseignées à l'école primaire puisqu'il n'existe pas de cours d'économie familiale à ce niveau. Toutes les disciplines peuvent contribuer à cet éveil, en particulier celles des connaissances de l'environnement comme la géographie, l'histoire et les sciences.

Par rapport à l'éducation nutritionnelle, certains éléments seront présentés tout d'abord au cycle 1 et au cycle 2.

- Détecter le caractère sensitif des aliments et utiliser un vocabulaire spécifique en dégustant plusieurs aliments acides, amers, sucrés et salés, en reconnaissant des odeurs plus affinées, en décrivant les caractéristiques sonores provoquées en bouche lors de la dégustation des aliments, en décrivant les aliments selon leur forme et leur couleur ainsi que les sensations au toucher et en présentant sa collation pour échanger sur son choix.
- Percevoir l'importance de l'alimentation en observant les moments de la journée où l'on ressent la faim et la soif, en identifiant les effets d'une collation sur le corps, en inventoriant les aliments consommés lors des repas de la journée, en préparant et dégustant un petit déjeuner avec une grande diversité d'aliments et de boissons.
- Identifier les besoins nutritionnels de l'organisme en inventoriant les activités d'une journée habituelle avec leur durée, en observant son rythme biologique pour le comparer avec celui de ses camarades, en identifiant les fonctions de l'alimentation dans l'organisme, en observant et décrivant les critères sensitifs qui influencent le choix des aliments.
- Identifier les notions de base d'une alimentation équilibrée en dégustant différentes eaux naturelles et aromatisées, en classant les aliments et les boissons selon leurs fonctions dans l'organisme, en planifiant, réalisant et partageant un repas ensemble.

Au cycle 3, l'éducation nutritionnelle continue à décliner les deux axes thématiques développés sur l'ensemble de la scolarité obligatoire: sens et besoins physiologiques et équilibre alimentaire.

- Distinguer les particularités des nutriments et étudier leurs rôles dans l'alimentation en observant les

réactions des éléments nutritifs lors de préparations culinaires et de modes de cuisson, en recherchant la valeur nutritionnelle des différents groupes d'aliments et produits alimentaires, en recherchant les besoins nutritionnels pour un bon fonctionnement du corps, en identifiant l'importance d'une alimentation équilibrée, variée et saine, qui allie plaisir des sens et bonne santé, en déterminant les facteurs qui influencent la composition des menus.

- Exercer des savoir-faire culinaires et équilibrer son alimentation en utilisant les techniques culinaires de base pour réaliser un repas, en acquérant une gestuelle adaptée aux différentes préparations culinaires, en préparant et dégustant des mets d'autres cultures, en appliquant les principes de la chaîne du froid pour éviter les risques d'intoxication alimentaire, en découvrant les différentes techniques de conservation, en analysant les informations figurant sur l'emballage des aliments, en mettant en valeur les produits de saison, de proximité ou issus du commerce équitable, en comparant un mets «fait maison» et un mets précuit, en mettant en pratique les règles d'hygiène corporelle, matérielle et alimentaire, en appliquant les règles de sécurité, en identifiant les gestes favorisant l'utilisation appropriée des ressources.

En complément à ces visées, l'économie familiale, discipline spécifique maintenue dans le canton de Fribourg au CO, est complétée par un objectif d'apprentissage intitulé: consommation responsable.

- Opérer des choix en consommateur averti en observant et analysant les critères qui influencent le choix des produits, en analysant la gestion de l'argent de poche et d'un petit budget, en analysant les risques liés au petit crédit, en appliquant les mesures de sécurité et d'économie d'énergie en ce qui concerne l'utilisation fonctionnelle d'appareils ménagers, en triant correctement les déchets domestiques, en utilisant de manière appropriée les techniques et les produits de nettoyage pour l'entretien de divers éléments.

Au niveau du CO francophone, la grille horaire prévoit une à deux heures d'économie familiale enseignée aux élèves de 3<sup>e</sup> année. A cela s'ajoute la dégustation d'un repas préparé par les élèves et le nettoyage des locaux. Cela correspond à 3-4 unités par semaine durant toute l'année scolaire.

#### 4.1.2 L'introduction du PER dans la partie francophone du canton

Le cadre général de mise en œuvre pour le canton de Fribourg est extrait du *Concept-cadre d'information et de formation du corps enseignant* adopté par la CIIP le 28 mai 2009. Ce concept préconise une approche de la formation des enseignants en deux temps, à savoir une présentation générale du PER et des formations spécifiques aux différents domaines ou disciplines.

Le calendrier de l'introduction progressive du PER est le suivant:

- Rentrée scolaire 2011/2012: EE, 3P et 1<sup>re</sup> année du CO
- Rentrée scolaire 2012/2013: 1P, 4P et 2<sup>e</sup> année du CO
- Rentrée scolaire 2013/2014: 2P, 5P et 3<sup>e</sup> année du CO
- Rentrée scolaire 2014/2015: 6P.

Afin de conduire au mieux les phases d'information et de formation du corps enseignant, il a été nécessaire de constituer en amont du dispositif un groupe de formateurs au niveau cantonal. Ils ont suivi une formation approfondie organisée au niveau romand. Une deuxième équipe d'animateurs, véritables relais entre le niveau cantonal et les établissements scolaires, a été chargée d'organiser et de conduire les séances d'information et de formation dans les écoles. C'est aussi eux qui, en retour, font connaître les attentes et les difficultés du terrain auprès des formateurs. Les équipes d'animateurs sont constituées en fonction des domaines du PER, voire des disciplines si nécessaire, selon la même organisation que celle des formateurs. Actuellement, le plan d'études romand est en phase finale de préparation et de concertation pédagogique pour la prochaine rentrée scolaire avec les enseignants concernés.

## 4.2 Le nouveau plan d'études alémanique (Lehrplan 21)

Un plan d'études unifié (Lehrplan 21) pour l'école obligatoire de tous les cantons alémaniques est actuellement en cours d'élaboration; il est prévu qu'il soit mis en vigueur à partir de l'année scolaire 2014/15. Une vaste consultation relative aux principes de base de ce nouveau plan d'études a été conduite il y a deux ans et, depuis l'automne 2010, les domaines du plan d'études des diverses branches sont en phase d'élaboration. S'agissant de ses principes de base, le «Lehrplan 21» présente de nombreux points communs avec le Plan d'études romand (PER). Ainsi, les deux plans d'études sont par exemple orientés en termes de compétences à acquérir et disposent d'une même conception structurelle.

Le «Lehrplan 21» va bien fixer un cadre commun pour la scolarité obligatoire dans les cantons alémaniques, mais d'importants aspects resteront réglés au niveau cantonal, tels que la détermination des contenus qui feront l'objet de branches obligatoires ou à option, la fixation des différents niveaux de performances, respectivement des types de classes au degré secondaire I (école du cycle d'orientation), l'aménagement définitif de la grille horaire.

De manière globale, les six objectifs principaux suivants sont visés par le «Lehrplan 21»:

1. Harmonisation des objectifs et des contenus de l'école publique;
2. Mise en œuvre des dispositions de la Constitution fédérale (cf. art. 62);
3. Orientation pour les enseignant-e-s, les écoles, les parents, les élèves, le degré secondaire II, les autorités en charge de la formation, les Hautes Ecoles pédagogiques, les maisons d'édition de moyens d'enseignement, etc.
4. Mise en commun des travaux d'élaboration des plans d'étude, assurant ainsi un soutien à large échelle et des coûts plus avantageux que s'il avait fallu faire accomplir ces tâches par chaque canton séparément;
5. Développement sur la base des plans d'études déjà existants et avec la prise en compte des développements spécifiques les plus récents pour les diverses disciplines;
6. Un nouveau plan d'études qui se distingue par sa clarté, sa compréhensibilité, sa simplicité et sa facilité d'utilisation.

Le nouveau plan d'études sera construit de telle manière que les élèves acquièrent un savoir et des capacités qu'ils peuvent utiliser et mettre en pratique dans des situations diversifiées. Les compétences visées sont fixées au terme des quatrième, huitième et onzième années de scolarité.

L'articulation des contenus et des branches se concrétise au moyen de six domaines de branches: (1) Langues, (2) Mathématiques, (3) Sciences de la nature, de l'homme, de la société, (4) Art, création (5) Musique, (6) Mouvement et Sport. Ces domaines de branches correspondent en grande partie aux plans d'études en vigueur actuellement et sont en cohérence avec l'état de la recherche dans les didactiques spécifiques.

En complément aux différents domaines de branches et des compétences de branches ordonnées, le «Lehrplan 21» présente des compétences transdisciplinaires. Il s'agit là de capacités personnelles, sociales et méthodologiques qui ne sont pas directement reliées à une branche déterminée.

Le plan d'études contient ainsi les thèmes suivants, qui présentent un caractère transdisciplinaire: orientation professionnelle, technologies de l'information et de la communication, médias, démocratie et droits de l'homme, thématique des genres et de l'égalité, santé, développement global et paix, identité culturelle et compréhension interculturelle, environnement et ressources, économie et consommation.

### 4.2.1 Le poids accordé à l'enseignement de l'économie familiale

Comme déjà évoqué ci-dessus (cf. 1.2), des équipes de branches travaillent depuis quelques mois à l'élaboration des plans d'études de branches, respectivement des plans d'études des différents domaines de branches. Comme ce travail est en cours, aucun résultat définitif n'est disponible pour l'instant. Sur la base des principes de base déjà à disposition et au vu de l'état actuel du dossier, il est néanmoins possible d'estimer que l'enseignement futur de l'économie familiale présentera les caractéristiques suivantes:

L'enseignement de l'économie familiale a été classé sous le domaine de branches «Economie, Travail, Ménage». Ce domaine de branches comporte des thèmes liés à l'économie et à l'économie ménagère. Il s'agit d'aspects tels que: commerce-argent-marchés, consommation, travail et loisirs, style de vie, gestion du ménage, alimentation et santé, matières premières, gestion des ressources, etc.

L'objectif principal visé par ce domaine de branches est de rendre les élèves capables de mener une réflexion sur leurs conditions de vie quotidiennes et leur impact social, politique, juridique et éthique aux niveaux privé, professionnel et économique. La formation générale se situe donc au centre de cette démarche.

L'étude spécifique liée à la branche se rapporte à un triple contexte: l'individu (en relation avec lui-même, l'estime de soi), le groupe (en relation avec le groupe social, l'environnement), le monde global (nature, société mondialisée).

Il apparaît que, selon toute probabilité, les principes pédagogiques et didactiques évoqués plus haut (cf. 3.2) vont aussi trouver place dans le nouveau plan d'études.

#### 4.2.2 L'introduction du «Lehrplan 21» dans la partie alémanique du canton

L'introduction du nouveau plan d'études est à prévoir au plus tôt pour l'année scolaire 2014/15. Les modalités précises de l'introduction et de la mise en œuvre relèvent de la responsabilité des cantons. Pour la partie alémanique du canton de Fribourg, les ressources aussi bien financières qu'en termes de personnel peuvent déjà être évaluées dans les grandes lignes et sont planifiées en conséquence dans le nouveau plan financier. Ces ressources concernent essentiellement la formation continue des enseignant-e-s et des postes de collaborateurs pédagogiques pour l'accompagnement et l'évaluation de l'introduction du plan d'études.

Comme le plan d'études romand (PER) aura déjà été introduit dans la partie francophone du canton, des expériences instructives pourront être tirées de ce processus pour la partie alémanique. On peut en effet partir de l'idée de devoir compter sur des exigences comparables pour la mise en œuvre du «Lehrplan 21» dans les écoles de la partie alémanique que pour celle du PER dans la partie francophone.

#### 5. REMARQUES FINALES

Sur la base du «Plan d'études romand» (PER) qui est introduit progressivement dès cette rentrée, au vu de l'état actuel d'élaboration du «Lehrplan 21», le Conseil d'Etat constate que la demande centrale du postulat Bulliard/Fasel pourra être mise en œuvre dans les écoles fribourgeoises de l'enseignement obligatoire.

Les compétences en économie familiale sont regroupées et englobées dans un grand domaine de branches et ce aussi bien à l'école primaire qu'au degré secondaire I. Elles sont construites d'une part en tant que compétences de branche et d'autre part en tant que compétences interdisciplinaires.

La question de savoir comment l'économie familiale va être intégrée dans le futur sur la base du nouveau plan d'études romand (PER) tant du point de vue quantitatif (nombre de leçons dans la grille horaire) que qualitatif (plan d'études, moyens d'enseignement, formation initiale et continue des enseignant-e-s) dans l'enseignement obligatoire de langue française est en grande partie clarifiée (cf. 4.1.1). En ce qui concerne l'enseignement obligatoire de langue allemande, on ne peut par contre pas encore apporter de réponse définitive. Le Conseil d'Etat est cependant d'avis que sa mise en œuvre pratique va s'orienter pour l'essentiel sur l'exemple des écoles de la partie francophone.

#### BERICHT Nr. 290

11. November 2011

#### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2062.09 Christine Bulliard/Josef Fasel über die Integration von Alltagskompetenzen – Hauswirtschaft als Pflichtfach

Hiermit legen wir Ihnen den Bericht vor zum Postulat der Grossrätin Christine Bulliard und des Grossrats Josef Fasel zum Anliegen, dass der Bereich «Alltagskompetenzen – Hauswirtschaft» als Pflichtfach auf allen Schulstufen des obligatorischen Unterrichts Eingang findet. Im vorliegenden Bericht werden die aktuellsten Entwicklungen und Umsetzungsarbeiten zu den Lehrplänen dargelegt, um aufzuzeigen, wie das im Postulat formulierte Anliegen auf nationaler, sprachregionaler und kantonaler Ebene umgesetzt wird.

Der Bericht umfasst folgende Kapitel:

<b>1. Postulat Bulliard/Fasel</b>	<b>6</b>
1.1 Zusammenfassung des Postulats 2062.09	6
1.2 Antwort des Staatsrates	7
<b>2. Die Geschichte der hauswirtschaftlichen Bildung</b>	<b>7</b>
<b>3. Der heutige Hauswirtschaftsunterricht</b>	<b>7</b>
3.1 Leitbild für die hauswirtschaftliche Bildung in der Volksschule	7
3.2 Pädagogische und didaktische Prinzipien des heutigen Hauswirtschaftsunterrichts	7
<b>4. Die beiden neuen Lehrpläne</b>	<b>8</b>
4.1 Der neue Westschweizer Lehrplan (PER)	8
4.1.1 Der Stellenwert des Hauswirtschaftsunterrichts	9
4.1.2 Die Einführung des PER im französischsprachigen Kantonsteil	10
4.2 Der neue Deutschschweizer Lehrplan (Lehrplan 21)	10
4.2.1 Der Stellenwert des Hauswirtschaftsunterrichts	11
4.2.2 Die Einführung des Lehrplans 21 im deutschsprachigen Kantonsteil	11
<b>5. Schlussbemerkungen</b>	<b>11</b>

#### 1. POSTULAT BULLIARD/FASEL

##### 1.1 Zusammenfassung des Postulats 2062.09

Mit ihrem am 8. Oktober 2009 eingereichten Postulat (TGR p. 1822) forderten Grossrätin Christine Bulliard und Grossrat Josef Fasel, dass der Bereich «Alltagskompetenzen – Hauswirtschaft» als Pflichtfach auf allen Stufen unterrichtet wird. Zudem verlangten sie vom Staatsrat Auskunft darüber, wie dieses Anliegen umgesetzt wird und inwiefern die beiden neuen Lehrpläne, der Plan d'études romand (PER) für die Romandie und der Lehrplan 21 für die Deutschschweiz, dieses Anliegen aufnehmen.

Die Grossrätin Christine Bulliard und der Grossrat Josef Fasel äusserten die Sorge, dass der Bereich der Alltagskompetenzen bzw. der Hauswirtschaft in den neuen Lehrplänen für die obligatorische Schulzeit verloren gehen könnte. Sie sind der Überzeugung, dass die haus-

wirtschaftliche Bildung und der Aufbau von Alltagskompetenzen in der obligatorischen Schule frühzeitig, systematisch und konsequent zu erfolgen hat. Nur so könnten die Schüler/-innen wichtige Kompetenzen für den Umgang mit alltäglichen Herausforderungen, wie beispielsweise gesunde Ernährung und umweltschonendes Konsumverhalten aufbauen sowie ein nachhaltiges Denken und Handeln entwickeln.

## 1.2 Antwort des Staatsrates

In seiner Antwort vom März 2010 erläuterte der Staatsrat die Situation im Kanton Freiburg, indem er ausführlich auf die Inhalte der Lehrpläne für den obligatorischen Unterricht einging und zudem aufzeigte, wie das Fach Hauswirtschaft in der Stundentafel zeitlich dotiert ist. Er wies im Weiteren darauf hin, dass in den französischsprachigen Schulen hauswirtschaftliche Alltagskompetenzen in Zukunft auf der Grundlage des neuen Westschweizer Lehrplans (PER) in den Unterricht integriert werden. Und für die deutschsprachigen Schulen verwies der Staatsrat auf den neuen Deutschschweizer Lehrplan (Lehrplan 21), der zurzeit erarbeitet wird und ab ca. 2014/15 in den Kantonen eingeführt werden kann. Bilanzierend konnte der Staatsrat festhalten, dass das Fach «Hauswirtschaft» im Gegensatz zu anderen Kantonen im Kanton Freiburg seit Langem ein fester Bestandteil des Fächerangebots ist und es in Zukunft auch bleiben wird.

## 2. DIE GESCHICHTE DER HAUSWIRTSCHAFTLICHEN BILDUNG

Die Geschichte der hauswirtschaftlichen Bildung ist ein interessantes Beispiel für die Entwicklung des Erziehungsauftrags der öffentlichen Schule. Als typisches Frauenfach wurde seine Bedeutung für die allgemeinbildende Schule immer wieder in Frage gestellt.

Bis zu Beginn des 20. Jahrhunderts wurde das hauswirtschaftliche Wissen ausschliesslich im Kreise der Familie gelehrt, also von der Mutter an die Töchter weitergegeben. Im Zuge der Förderung der männlichen Berufsbildung wurde dann auch die weibliche Berufsbildung zunehmend ein Thema. Eingang in die Schule fand die hauswirtschaftliche Bildung zunächst an den Töchter-schulen Anfang des 20. Jahrhunderts. Das Hauptargument für ihre Einführung lautete, dass die hauswirtschaftliche Erziehung nicht mehr selbstverständlich in der Familie stattfinden und deshalb von der Schule übernommen werden müsse – als Allgemeinbildung für die Mädchen.

1903 gelangte der Schweizerische Gemeinnützige Frauenverein an alle Kantonsregierungen und ersuchte sie, den Haushaltunterricht in der Volksschule obligatorisch einzuführen. Der Kanton Freiburg kam diesem Wunsch, zusammen mit einigen anderen Kantonen, nach.

Die Mangelsituationen und Wirtschaftskrisen in Zusammenhang mit den beiden Weltkriegen führten zu einer breiteren Akzeptanz der Hauswirtschaft. Ab 1930 wurde dann sein Obligatorium in fast allen Kantonen eingeführt. Allerdings wurde eine Differenzierung des Lehrplans nach Geschlechtern vorgenommen. Es gab Fächer, von denen die Mädchen dispensiert wurden wie beispielsweise Mathematik, Geometrie, Naturkunde, Physik und Turnen. Währenddem erhielten die Mädchen Unterricht in Ernährungslehre und Gesundheitslehre oder je nach

Kanton besuchten sie bereits ein eigenes Fach «Haushalt/Hauswirtschaft».

Weil die hauswirtschaftliche Bildung eng mit der gesellschaftlichen Entwicklung gekoppelt ist, insbesondere mit der Rolle der Frau in der Gesellschaft, wurde die Diskussion des Faches «Hauswirtschaft» in den 1960er-Jahren neu lanciert mit der Forderung, dass Mädchen und Knaben gemeinsam und in gemischten Klassen unterrichtet werden sollen.

Die Schweizerische Konferenz der Erziehungsdirektoren und -direktoren (EDK) gab 1972 die «Grundsätze zur Mädchenbildung» heraus und forderte darin alle Kantone auf, jegliche Diskriminierung der Mädchen im Bildungswesen zu vermeiden. Und 1981 erschien mit «Grundsätze und Empfehlungen betreffend gleiche Ausbildungschancen für Mädchen und Knaben» ein weiterer wichtiger Bericht der EDK. In der Folge wurde in vielen Kantonen der obligatorische Hauswirtschaftsunterricht für Mädchen und Knaben eingeführt. Die obligatorische Einführung und Öffnung für die Knaben hatte inhaltliche Auswirkungen auf das Fach. Es erfolgte eine Loslösung von der Mädchenbildung, das heisst der reinen Vorbereitung auf die Hausfrauenrolle. In den kantonalen Lehrplänen erschienen zwar immer noch die traditionellen Themen wie Ernährung, Kleidung, Wohnung, Gesundheit, aber sie wurden jetzt mit neuen Inhalten ergänzt: sozialen, kulturellen, volkswirtschaftlichen, ökologischen, technologischen und gestalterischen.

## 3. DER HEUTIGE HAUSWIRTSCHAFTSUNTERRICHT

### 3.1 Leitbild für die hauswirtschaftliche Bildung in der Volksschule

In Anlehnung an das Berufsleitbild des Schweizerischen Dachverbandes der Lehrer/-innen (LCH) von 1992 wurde ein eigenes Leitbild für die hauswirtschaftliche Bildung in der Volksschule erarbeitet. Am Erarbeitungsprozess dieses Leitbildes «Hauswirtschaft» wirkten viele Hauswirtschaftslehrerinnen und Bildungsverantwortliche aktiv mit. Mit dem Ziel, eine breite Diskussion über eine zeitgemässe und zukunftsorientierte hauswirtschaftliche Bildung zu führen.

1993 erschien das «Leitbild für die hauswirtschaftliche Bildung in der Volksschule». Bestehend aus drei Teilen werden darin insgesamt zwölf Thesen formuliert. Der erste Teil bezieht sich auf den gesellschaftlichen Stellenwert der Arbeit im Haushalt. Der dritte Teil rückt die Arbeit der Lehrer/-innen für den Bereich der Hauswirtschaft ins Zentrum. Und im zweiten, dem wichtigsten Teil, wird der Lernbereich «Haushalt in der Schule» thematisiert. Darunter wird das eigenständige Fach «Hauswirtschaft» und zugleich die Integration hauswirtschaftlicher Ziele, Inhalte sowie Fähigkeiten und Fertigkeiten in andere Fächer und Stufen verstanden. Dieses fächerübergreifende, kompetenzorientierte Verständnis wurde mancherorts zur Grundlage für neue Lehrpläne bzw. für die Überarbeitung bereits bestehender Lehrpläne.

### 3.2 Pädagogische und didaktische Prinzipien des heutigen Hauswirtschaftsunterrichts

Das allgemeine Ziel eines modernen Hauswirtschaftsunterrichts besteht darin, bei den Schülerinnen und Schü-

lern verschiedene Kompetenzen aufzubauen, damit sie ihren privaten Alltag möglichst selbstständig gestalten können. Für den Kompetenzaufbau orientiert sich der Unterricht an folgenden Prinzipien:

### **Alltags- und Aktualitätsbezug**

Die Schüler/-innen beschäftigen sich mit konkreten und aktuellen Alltagssituationen und Fragestellungen. Die private Alltagsgestaltung wird massgeblich durch Werthaltungen geprägt. Deshalb werden im Hauswirtschaftsunterricht auch ethische Fragen aufgegriffen. Die Schüler/-innen werden so herausgefordert, ihre eigene Meinung und Einstellung zu überprüfen und gegebenenfalls zu verändern. Sie überprüfen dabei ihr Vorwissen und ihr bisheriges Verhalten. Zum Beispiel am Thema des Konsumverhaltens. Diese Art der Auseinandersetzung unterstützt die Schüler/-innen auf ihrem Weg zu einer selbst- und sozialverantwortlichen Lebensweise.

### **Thematisches Lernen – Vernetztes Lernen**

Ein wichtiges Merkmal von Alltagssituationen ist ihre Komplexität. Ein verantwortungsbewusstes Einkaufen beispielsweise verbindet persönliche Bedürfnisse und finanzielle Möglichkeiten sowie ökologische und soziale Aspekte der Herstellung und Entsorgung eines Produkts. Thematisches Arbeiten im Unterricht will dieser Komplexität gerecht werden. Projektorientiertes Lernen über mehrere Lektionen eignet sich besonders gut dazu, weil so ein bestimmtes Thema unter verschiedenen Perspektiven untersucht werden kann, Wissen mit konkretem Handeln verbunden wird. So wird das Denken in grösseren Zusammenhängen als Grundkompetenz für die Alltagsbewältigung gefördert.

### **Praktisches Lernen**

Bei der Nahrungszubereitung im Hauswirtschaftsunterricht werden praktische Fertigkeiten und Fähigkeiten geübt und gefördert: ein Rezept lesen, verstehen und in praktisches Handeln umsetzen. Die konkrete Kocharbeit gibt eine unmittelbare Rückmeldung, inwiefern ein Inhalt verstanden worden ist. Es wird auch deutlich, inwiefern Themen aus anderen Fächern richtig aufgenommen worden sind. Zum Beispiel Masseinheiten und Grössen beim Abmessen und Abwägen von Zutaten, Umrechnen von Rezepten für vier Personen auf drei, Veränderung von Nahrungsmitteln im Verlauf des Kochvorgangs. Beim Lernen durch Handeln wird Wissen in der konkreten Praxis angewendet bzw. konkretes Tun wird gedanklich nachvollzogen. Beim Zubereiten einer gemeinsamen Mahlzeit lernen die Schüler/-innen konstruktiv zusammenzuarbeiten, die Arbeit zu planen, Konflikte zu bewältigen, sich auf Neues, Ungewohntes einzulassen, usw. So werden wichtige Aspekte der Selbst- und Sozialkompetenz gefördert.

### **Alltagsgestaltung**

Standen früher Themen wie Ernährung, Bekleidung, Wohnen im Mittelpunkt und somit die Führung eines Haushalts, ist der heutige Hauswirtschaftsunterricht inhaltlich anders ausgerichtet. Es geht um vielfältige Fragestellungen aus Gesellschaft, Gesundheit, Handwerk, Kultur, Ökologie und Wirtschaft, welche die private Alltagsgestaltung betreffen und im konkreten Handeln angewendet werden.

## **4. DIE BEIDEN NEUEN LEHRPLÄNE**

### **4.1 Der neue Westschweizer Lehrplan (PER)**

Grundlage für den neuen Westschweizer Lehrplan (PER) bildet der in der Volksabstimmung vom 21. Mai 2006 angenommene neue Bildungsartikel in der Bundesverfassung (Art. 62 Abs. 4). Der PER deckt die gesamte obligatorische Schulzeit ab und setzt die angestrebte Harmonisierung der öffentlichen Schule um. Dazu werden umfassende und kohärente Bildungsziele und die Grundanforderungen (grundlegenden Erwartungen) am Ende eines Lernzyklus festgelegt. Der 1. Zyklus beginnt mit dem Kindergarten und dauert bis zum Ende der 2. Primarklasse. Der 2. Zyklus umfasst die 3. bis 6. Primarklasse und der 3. Zyklus umfasst die drei OS-Jahre.

Der PER steht auch in einem Zusammenhang mit der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule (HarmoS-Konkordat): Erwerb und Vertiefung von Grundkompetenzen (grundlegende Fähigkeiten und Fertigkeiten sowie grundlegendes Wissen), Festlegung von Bildungsbereichen, Unterstützung der Schüler/-innen in ihrer Entwicklung zu eigenständigen Persönlichkeiten sowie Aneignung von Sozialkompetenzen.

Zudem ist der neue Lehrplan ein zentrales Instrument des Westschweizer Bildungsraums, den die Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP) mit der Westschweizer Schulvereinbarung eingerichtet hat. Er konkretisiert die Bildungsvorstellungen und die Ziele der öffentlichen Schule und setzt somit die angestrebte Harmonisierung des Bildungssystems und die Koordination der Bildungspolitik der verschiedenen Westschweizer Kantone um.

Die aktuellen Probleme in Zusammenhang mit der nachhaltigen Entwicklung erfordern, dass die Komplexität der Welt auch in der Schule mit all ihren sozialen, wirtschaftlichen, umweltbezogenen ökologischen, wissenschaftlichen, ethischen und sozialpolitischen Facetten thematisiert wird. Deshalb durchzieht die Bildung für nachhaltige Entwicklung (BNE) das gesamte Bildungskonzept, mit dem Ziel, den kritischen Geist der Schüler/-innen und ihr Verständnis für die Artenvielfalt zu wecken sowie ihren Verstand zu schulen. Die BNE fördert und unterstützt interdisziplinäre, fächerübergreifende Ansätze. Sie kann jedoch nicht zielbestimmend für die gesamte schulische Ausbildung sein. Ihre Bedeutung für den Lehrplan ergibt sich aufgrund der Leitidee einer allgemeinen Bildung sowie den sozialen und beruflichen Anforderungen, die an die Schüler/-innen gestellt werden.

Der PER beschreibt die Unterrichts- und Erziehungsaufgaben, welche die öffentliche Schule zu erfüllen hat. Diese werden Fachbereichen und Fächern zugeordnet, die allen Kantonen der Westschweiz gemeinsam sind. Der Lehrplan ist in drei Teile gegliedert: die fünf Fachbereiche, die überfachlichen Kompetenzen oder Fähigkeiten («capacités transversales») und die Allgemeinbildung («formation générale»).

Die fünf Fachbereiche decken sämtliche Schulfächer ab. Sie entsprechen jenen, die in den jüngst erarbeiteten Lehrplänen am häufigsten berücksichtigt wurden, und stimmen mit den im interkantonalen HarmoS-Konkordat beschriebenen Bildungsbereichen überein:

- **Der Fachbereich Sprachen** strebt die Förderung eines integrierten Sprachlernens an, mit *Französisch* als



Unterrichtssprache (L1) sowie *Deutsch* (L2) und *Englisch* (L3) als Fremdsprachen.

- **Der Fachbereich *Mathematik und Naturwissenschaften*** umfasst Fächer, die Denk- und Arbeitsmethoden sowie Begriffe und Instrumente vermitteln sollen, damit die Lernenden Szenarien erarbeiten und verschiedene Probleme lösen können.
- **Der Fachbereich *Künste*** beinhaltet das *Technische Gestalten* (Handarbeit und Werken) sowie das *Bildnerische Gestalten und die Musik*. Er ermöglicht den Schülerinnen und Schülern, sich mit der Sprache der Bilder, der bildenden Kunst und der Musik vertraut zu machen, manuelle wie auch visuelle, kreative Fertigkeiten zu üben und die Grundlagen der Musik kennenzulernen.
- **Im Fachbereich *Körper und Bewegung*** werden der *Turn- und Sportunterricht* (wozu auch die körperlichen Ausdrucksformen gehören) und die *Ernährungserziehung* zusammengefasst. In diesem Bereich werden die körperlichen Fähigkeiten durch Bewegung und sportliche Aktivitäten sowie durch die Vermittlung von theoretischen und praktischen Kenntnissen zur Ernährung gefördert. Berücksichtigt wird dabei auch die Gesundheitsförderung.

Drei Fächer, die nicht in allen Kantonen vorkommen, wurden bei der Erarbeitung des PER trotzdem berücksichtigt, so dass der Kanton Freiburg folgende kantonspezifische Fächer in der Stundentafel belassen kann:

- **Das Fach *Latein***, im 3. Zyklus, verfolgt die gleichen Ziele wie der Fachbereich Sprachen, legt die zu erwerbenden Kompetenzen fest, stellt Zusammenhänge zu anderen Sprachen her und beschreibt die Lernziele zu den Bereichen «Ursprünge des abendländischen Denkens» und «antike Zivilisation».
- **Das Fach *Ethik und Religionen*** will den Schülerinnen und Schülern religiöse Kulturen und Traditionen näher bringen und sie befähigen, sich im interkulturellen und interreligiösen Umfeld zurechtzufinden und ein ethisches Verantwortungsbewusstsein zu entwickeln.
- **Das Fach *Hauswirtschaft***, im 3. Zyklus, umfasst die Ernährungserziehung sowie die Erziehung zu einem verantwortungsbewussten Konsumverhalten.

Die *überfachlichen Kompetenzen* helfen den Lernenden, ihr Wissen selbstständig zu vertiefen und ihre Lernkompetenzen zu optimieren und zu steuern. Im PER werden fünf überfachliche Kompetenzen beschrieben: die Zusammenarbeit, die Kommunikation, die Lernstrategien, das kreative Denken und die reflexive Praxis.

Die *allgemeinen Bildungsbereiche* erfassen diejenigen Inhalte, die nicht an ein bestimmtes Fach gebunden sind. Sie umfassen fünf Themengebiete mit verschiedenen Aspekten der Erziehung und Wertevermittlung: (1) Medien-, Bild-, Informations- und Kommunikationstechnologien; (2) Gesundheit und Wohlbefinden; (3) persönliche Entscheidungen und Projekte; (4) Zusammenleben und Demokratieverständnis sowie (5) soziale, wirtschaftliche und ökologische Zusammenhänge.

#### 4.1.1 Der Stellenwert des Hauswirtschaftsunterrichts

Vom Beginn des 1. bis zum Ende des 3. Zyklus werden die Schüler/-innen sensibilisiert für Fragen im Zusammenhang mit der Ernährung sowie für Probleme, die mit

der Umwelt und der nachhaltigen Entwicklung zusammenhängen. Wie oben erwähnt fördert der Fachbereich *Körper und Bewegung* Kenntnisse und Fähigkeiten, die zu einer gesunden und ausgewogenen Ernährung führen. Dabei wird auch aufgezeigt, wie sich riskante Verhaltensweisen verringern, Unfälle verhüten und ungesunde Ernährungsgewohnheiten oder Essstörungen erkennen lassen. Die Ernährungserziehung vermittelt den Schülerinnen und Schülern die zur Erhaltung der Gesundheit nötigen theoretischen und praktischen Kenntnisse über die Ernährung. Sie will die Zusammenarbeit und den Zusammenhalt unter den Schülerinnen und Schülern fördern, ihre Sinne anregen und sie dazu ermuntern, neue Aromen zu entdecken und verschiedene Ernährungs- und Essgewohnheiten kennenzulernen. Sie hilft den Schülerinnen und Schülern, ein unabhängiges und kritisches Konsumverhalten zu entwickeln. Deshalb werden sie mit Nachdruck auf die Bedeutung der Abfalltrennung und die verantwortungsbewusste Nutzung der natürlichen Ressourcen hingewiesen.

Für die Schüler/-innen der Primarschule fließen diese Aspekte in verschiedene Fächer ein, weil Hauswirtschaft auf dieser Stufe nicht als separates Fach unterrichtet wird. Im Prinzip können alle Fächer für diese Sensibilisierung genutzt werden. Besonders geeignet sind aber die Fächer Geografie, Geschichte und Naturwissenschaften.

Bei der Ernährungserziehung werden bereits im 1. und 2. Zyklus wichtige Inhalte und Lernziele aufgegriffen:

- Die geschmacklichen Eigenschaften der Lebensmittel entdecken und Fachbegriffe verwenden; hierzu verschiedene Nahrungsmittel ausprobieren und die verschiedenen Geschmacksrichtungen (süss, salzig, sauer, bitter) kennenlernen, besondere Gerüche erkennen, die Geräusche beschreiben, die beim Kauen von Nahrungsmitteln im Mund entstehen, Form und Farbe der Nahrungsmittel beschreiben und erklären, wie sie sich anfühlen, das eigene Znüni präsentieren, um sich mit den anderen über die eigenen Vorlieben auszutauschen.
- Die Bedeutung der Ernährung erkennen; dazu beobachten, zu welchen Tageszeiten man Hunger und Durst verspürt, erkennen, wie sich die Einnahme einer Mahlzeit auf den Körper auswirkt, ein Verzeichnis der Nahrungsmittel erstellen, die während den täglichen Mahlzeiten zu sich genommen werden, ein Frühstück mit einer grossen Auswahl von Nahrungsmitteln und Getränken zubereiten und degustieren.
- Den Nahrungsbedarf des Organismus ermitteln und dazu die Tätigkeiten im normalen Tagesablauf mit ihrer jeweiligen Dauer notieren, den eigenen Biorhythmus beobachten und mit anderen vergleichen, sich mit den Funktionen der Ernährung im Organismus vertraut machen, die sensorischen Kriterien, welche die Auswahl der Nahrungsmittel beeinflussen, erfassen und beschreiben.
- Die Grundlagen einer ausgewogenen Ernährung kennenlernen und dazu verschiedene natürliche und aromatisierte Mineralwasser ausprobieren, die Nahrungsmittel und Getränke nach ihrer Funktion im Organismus einordnen, eine gemeinsame Mahlzeit planen, zubereiten und einnehmen.

Im 3. Zyklus führt die Ernährungserziehung die beiden Themenschwerpunkte weiter, die während der gesamten obligatorischen Schulzeit einen grossen Stellenwert ein-

nehmen: (1) Sinne und physiologische Bedürfnisse sowie (2) ausgewogene Ernährung:

- Die Besonderheiten der Nährstoffe unterscheiden lernen und ihre Funktionen in der Ernährung erforschen; dazu die Veränderungen der Nährstoffe bei verschiedenen Zubereitungsarten beobachten, den Nährwert verschiedener Lebensmittel und Lebensmittelgruppen analysieren, den für eine gute Gesundheit erforderlichen Nährstoffbedarf ermitteln, sich der Bedeutung einer ausgewogenen, abwechslungsreichen und gesunden Ernährung bewusst werden, in der sich Genuss mit guter Gesundheit verbindet, die Faktoren bestimmen, welche die Menüzusammenstellung beeinflussen.
- Kochkenntnisse in der Praxis einüben, handwerkliche Fertigkeiten anwenden und sich ausgewogen ernähren; dazu die Grundtechniken für die Zubereitung einer Mahlzeit anwenden, die geeigneten Handgriffe für die verschiedenen Zubereitungsarten erlernen, andere Kochkulturen entdecken, die Kühlkette einhalten, um die Gefahr einer Lebensmittelvergiftung zu vermeiden, verschiedene Techniken zur Lebensmittelkonservierung kennenlernen, die Informationen auf der Verpackung von Nahrungsmitteln untersuchen, die Vorzüge von Saisonprodukten, regionalen Produkten und Fair-Trade-Produkten erkennen, ein selbst zubereitetes Essen mit einem gekauften Fertiggericht vergleichen, die Regeln zur Körperhygiene, Küchen- und Lebensmittelhygiene in die Praxis umsetzen, sich an Sicherheitsregeln halten, sich mit Techniken für einen verantwortungsbewussten Umgang mit den Ressourcen vertraut machen.

Als Ergänzung zu diesen Inhalten und Lernzielen wird die Hauswirtschaft auf der Orientierungsschulstufe mit dem Lernziel «verantwortungsbewusstes Konsumverhalten» ergänzt:

- Sinnvoll konsumieren; dazu die Kriterien, welche die Auswahl von Produkten beeinflussen, bestimmen und prüfen, den Umgang mit dem Taschengeld und mit einem beschränkten Budget hinterfragen und die damit verbundenen Risiken erkennen, Sicherheits- und Energiesparmassnahmen für den funktionalen Gebrauch verschiedener Haushaltsgeräte anwenden, Haushaltsabfälle richtig trennen, geeignete Techniken und Reinigungsprodukte für den Unterhalt verschiedener Geräte einsetzen.

In der Stundentafel der französischen Orientierungsschule sind eine bis zwei Lektionen Hauswirtschaft für die Schüler/-innen im 3. OS-Jahr vorgesehen. Hinzu kommen eine von den Schülerinnen und Schülern zubereitete Mahlzeit und die anschliessende Reinigung der Küche und des Esszimmers. Insgesamt ergeben sich daraus drei bis vier Wochenlektionen während des gesamten Schuljahres.

#### **4.1.2 Die Einführung des PER im französischsprachigen Kantonsteil**

Das allgemeine Konzept für die Einführung des PER im Kanton Freiburg beruht auf dem «*Concept-cadre d'information et de formation du corps enseignant*», das die CIIP am 28. Mai 2009 verabschiedet hatte. Dieses Konzept sieht eine Weiterbildung der Lehrer/-innen in zwei Etappen vor: zunächst eine allgemeine Präsentation

des PER und anschliessend gezielte Weiterbildungen in den verschiedenen Fachbereichen oder Fächern.

Zeitplan für die schrittweise Einführung des PER:

- Schuljahresbeginn 2011/12: KG, 3. PS und 1. OS
- Schuljahresbeginn 2012/13: 1. PS, 4. PS und 2. OS
- Schuljahresbeginn 2013/14: 2. PS, 5. PS und 3. OS
- Schuljahresbeginn 2014/15: 6. PS

Um die Information und Weiterbildung für den Lehrkörper möglichst optimal organisieren und durchführen zu können, musste zuvor eine Gruppe von kantonalen Weiterbildner/-innen aufgebaut werden. Diese Personen absolvierten eine fundierte Ausbildung, die auf Westschweizer Ebene organisiert worden war. Ein zweites Team von Fachpersonen, die als kantonale Ansprechpersonen für die Schulen fungieren, wurde damit betraut, die Informations- und Weiterbildungsveranstaltungen in den Schulen zu organisieren und durchzuführen. Diese Ansprechpersonen werden auch die in der Praxis gesammelten Erwartungen und Schwierigkeiten an die Weiterbildner/-innen weiterleiten. Diese Teams werden entsprechend den Fachbereichen des PER, oder falls nötig den Fächern, zusammengesetzt, nach dem gleichen Organisationsschema wie dasjenige der Weiterbildner/-innen.

#### **4.2 Der neue Deutschschweizer Lehrplan (Lehrplan 21)**

Es ist vorgesehen, dass ab dem Schuljahr 2014/15 ein einheitlicher Lehrplan (Lehrplan 21) für die obligatorische Schule aller Deutschschweizer Kantone vorliegt. Vor zwei Jahren wurde eine breite Vernehmlassung zu den Grundlagen dieses neuen Lehrplans durchgeführt, seit Herbst 2010 werden die Lehrplanbereiche der einzelnen Fächer erarbeitet. In seinen Grundlagen weist der Lehrplan 21 viele Gemeinsamkeiten mit dem PER auf. So sind zum Beispiel beide Lehrpläne kompetenzorientiert und verfügen über einen ähnlichen Aufbau.

Der Lehrplan 21 wird zwar einen allgemeinen Rahmen für den obligatorischen Unterricht in den Kantonen der Deutschschweiz festlegen, aber wichtige Aspekte werden kantonal geregelt. Zum Beispiel die Bestimmung, welche Inhalte als Pflicht-, Wahlpflicht- oder Wahlfach gelten; die Festlegung unterschiedlicher Leistungsniveaus bzw. Klassentypen auf der Sekundarstufe 1 (Orientierungsschule); die endgültige Gestaltung der Stundentafel.

Gesamthaft werden mit dem Lehrplan 21 folgende sechs Hauptziele verfolgt:

1. Harmonisierung der Ziele und Inhalte der Volksschule;
2. Umsetzung der Vorgaben der Bundesverfassung (vgl. Artikel 62);
3. Orientierung für die Lehrpersonen, Schulen, Eltern, Schüler/-innen, Sekundarstufe 2, Bildungsbehörden, Pädagogische Hochschulen, Lehrmittelverlage, usw.
4. Gemeinsame, breit abgestützte und kostengünstige Lehrplanarbeiten, die ansonsten jeder Kanton alleine tätigen müsste;
5. Entwicklung auf der Basis bereits bestehender Lehrpläne und unter Einbezug neuester fachlicher Erkenntnisse;

6. Ein neuer Lehrplan, der sich durch Übersichtlichkeit, Verständlichkeit, Einfachheit und Benutzerfreundlichkeit auszeichnet.

Der neue Lehrplan wird so aufgebaut sein, dass die Schüler/-innen Wissen und Fähigkeiten erwerben, die sie in unterschiedlichen Situationen anwenden und umsetzen können. Die Kompetenzen werden für Ende des 4., 8. und 11. Schuljahres festgelegt.

Die inhaltlich-fachliche Gliederung erfolgt anhand von sechs Fachbereichen: (1) Sprachen, (2) Mathematik, (3) Natur-Mensch-Gesellschaft, (4) Gestalten, (5) Musik, (6) Bewegung und Sport. Diese Fachbereiche stimmen zu einem Grossteil mit den heute gebräuchlichen Lehrplänen überein und greifen den Stand der fachdidaktischen Entwicklung auf.

Neben den verschiedenen Fachbereichen und den zugeordneten fachlichen Kompetenzen sind im Lehrplan 21 überfachliche Kompetenzen aufgeführt. Es handelt sich dabei um personale, soziale und methodische Fertigkeiten und Fähigkeiten, welche nicht direkt an ein bestimmtes Fach gebunden sind.

Analog dazu beinhaltet der Lehrplan auch folgende überfachliche Themen, die einen fächerübergreifenden Charakter aufweisen: berufliche Orientierung, Informations- und Kommunikationstechnologien sowie Medien, Demokratie und Menschenrechte, Geschlechterthematik und Gleichstellung, Gesundheit, globale Entwicklung und Frieden, kulturelle Identität und interkulturelle Verständigung, Umwelt und Ressourcen, Wirtschaft und Konsum.

#### 4.2.1 Der Stellenwert des Hauswirtschaftsunterrichts

Wie oben bereits erwähnt (vgl. 1.2), arbeiten seit ein paar Monaten Fachteams an der Ausarbeitung der verschiedenen Fachlehrpläne bzw. Lehrpläne zu den verschiedenen Fachbereichen. Da die Erarbeitung zum heutigen Zeitpunkt noch voll im Gang ist, liegen noch keine konkreten Ergebnisse vor. Aufgrund der bereits vorliegenden Grundlagen und mit Blick auf den derzeitigen Erarbeitungsstand kann aber damit gerechnet werden, dass der künftige Hauswirtschaftsunterricht folgende Merkmale aufweisen wird:

Der Hauswirtschaftsunterricht ist dem Fachbereich «Wirtschaft, Arbeit, Haushalt» zugeordnet. Dieser Fachbereich enthält Themen der Wirtschaft und der Hauswirtschaft. Es geht um Aspekte wie Handel-Geld-Märkte, Konsum, Arbeit und Freizeit, Lebensstil, Haushaltsführung, Ernährung und Gesundheit, Rohstoffe, Umgang mit Ressourcen, usw.

Die wichtigste Zielsetzung in diesem Fachbereich besteht darin, die Schüler/-innen zu befähigen, sich mit den Bedingungen ihres Alltags und deren sozialen, politischen, rechtlichen und ethischen Dimensionen auf privater, betrieblicher, volkswirtschaftlicher und weltwirtschaftlicher Ebene auseinanderzusetzen. Im Zentrum steht die Allgemeinbildung.

Die sachlich-fachliche Auseinandersetzung bezieht sich auf einen dreifachen Kontext: Individuum (in Beziehung mit sich selbst/Selbstwahrnehmung, Eigenwelt) Gruppe (in Beziehung mit der sozialen Gruppe/Mitwelt) sowie in

Beziehung mit der Umwelt und der globalen Welt (Natur/Weltgesellschaft).

Es fällt auf, dass aller Voraussicht nach die oben genannten allgemeinen pädagogisch-didaktischen Prinzipien (vgl. 3.2) auch im neuen Lehrplan Eingang finden werden.

#### 4.2.2 Die Einführung des Lehrplans 21 im deutschsprachigen Kantonsteil

Die Einführung des neuen Lehrplans ist aufgrund des Projektzeitplans frühestens aufs Schuljahr 2014/15 zu erwarten. Die genauen Modalitäten der Einführung und Umsetzung liegen in der Zuständigkeit der Kantone. Für den deutschsprachigen Teil des Kantons Freiburg sind sowohl die finanziellen wie auch die personellen Ressourcen bereits in groben Zügen abschätzbar und werden im neuen Finanzplan entsprechend eingeplant. Diese Ressourcen betreffen hauptsächlich die Weiterbildung der Lehrpersonen und pädagogische Mitarbeiterstellen für die Begleitung und Evaluation der Lehrpläneinführung.

Dank dem Umstand, dass der Lehrplan für die Romandie (PER) im französischsprachigen Kantonsteil bereits eingeführt wird, können aus diesem Projekt wegweisende Erfahrungen für Deutschfreiburg gesammelt werden. Es ist nämlich davon auszugehen, dass bei der Einführung des Lehrplans 21 an den deutschsprachigen Schulen vergleichbare Herausforderungen wie bei der Umsetzung des PER im französischsprachigen Kantonsteil zu meistern sind.

### 5. SCHLUSSBEMERKUNGEN

Aufgrund des Westschweizer Lehrplans «plan d'études romand» (PER), der ab diesem Schuljahr schrittweise eingeführt wird, und mit Blick auf den aktuellen Erarbeitungsstand des Lehrplans 21 stellt der Staatsrat fest, dass das Kernanliegen des Postulats Bulliard/Fasel an den Freiburger Schulen des obligatorischen Unterrichts umgesetzt werden kann.

Die hauswirtschaftlichen Kompetenzen werden sowohl für die Primarschule wie auch für die Sekundarstufe I in einem grösseren Bildungs- bzw. Fachbereich zusammengefasst. Sie werden einerseits als Fachkompetenzen und andererseits als überfachliche Kompetenzen aufgebaut.

Die Frage, wie die «Hauswirtschaft» auf der Grundlage des neuen Lehrplans PER in Zukunft quantitativ (Anzahl Lektionen in der Stundentafel) und qualitativ (Lehrplan, Lehrmittel, Aus- und Weiterbildung der Lehrpersonen) im französischsprachigen obligatorischen Unterricht eingebettet sein wird, ist weitgehend geklärt (vgl. 4.1.1). Für den deutschsprachigen obligatorischen Unterricht ist diese Frage hingegen noch ungeklärt. Der Staatsrat vertritt jedoch die Meinung, dass sich die konkrete Umsetzung des neuen Lehrplans in wesentlichen Teilen am Beispiel der französischsprachigen Schulen orientieren wird.